



## Appel d'Allonnes aux candidats à la présidentielle

### Le sport, une ambition sociale et citoyenne pour les banlieues

Face à une politique nationale qui privilégie le sport de haute compétition, le sport événement, le sport business et marketing, les maires de **Ville et Banlieue et l'Agence pour l'Éducation par le Sport (APELS)** interpellent les candidats à la présidentielle pour que soit engagée une **révolution des politiques sportives dans notre pays**, pour **redonner au sport une ambition citoyenne dans nos quartiers populaires**.

Oui, la compétition, l'excellence, les performances sont des vertus sportives qu'il faut encourager. Oui, beaucoup de nos sportifs médaillés sont issus de nos banlieues, signe que ces dernières ne sauraient être réduites à leurs seuls problèmes sociaux et économiques. Mais à ne vouloir élever le sport qu'au statut de vitrine nationale, notre pays se prive d'une ressource essentielle et universelle pour le mieux-vivre-ensemble dans nos quartiers. Le sport est avant tout, dans les valeurs qu'il porte, dans les qualités qu'il convoque, **un formidable vecteur d'intégration sociale et d'éducation citoyenne**.

A l'illusion du sport comme promesse de réussite sociale, qui conduit à la constitution de véritables élevages de « champions », nous voulons substituer la force d'un **sport fédérateur, intégrateur, convivial**. Contre les maux, les souffrances et les pathologies de la pauvreté, le sport doit redevenir **un outil du bien-être et du bien-vivre au quotidien**. **Redonner sens à la pratique sportive** : voilà l'ambition que nous appelons de nos vœux...

...**Mais cela suppose d'abord qu'on la rende accessible à tous**. Aujourd'hui, le nombre de pratiquants et de licenciés en banlieue reste 3 fois inférieur au niveau national ; les équipements sportifs sur-utilisés s'avèrent souvent obsolètes, souvent inadaptés aux nouvelles pratiques ; les acteurs locaux sont fragilisés par l'absence de moyens, le déficit de renouvellement des bénévoles et de soutien des acteurs institutionnels. Les financements pourtant ne manquent pas. Un joueur évoluant en Ligue 1 touche en moyenne 40 000 euros par mois, soit 480 000 euros bruts par an quand dans le même temps, des clubs amateurs de nos quartiers peinent à fournir une tenue à leurs adhérents, ou doivent renoncer à une compétition faute de moyens de déplacements. **Nous en appelons donc au sport professionnel pour qu'il soit solidaire du sport amateur. Nous sollicitons les fédérations sportives** pour, qu'avec l'ensemble des acteurs, dans le cadre d'un **nouveau contrat social**, elles s'investissent dans nos territoires, définissent des priorités éducatives et citoyennes, et inventent un modèle économique nouveau pour une pratique sportive sociale et solidaire. **Nous réclamons la mobilisation de l'Etat**, au travers des prochains projets de rénovation urbaine - avec l'entretien et la construction d'équipements sportifs -, ou des futurs contrats de la politique de la ville - pour y rendre obligatoire un volet sport.

Cet investissement global doit permettre **une valorisation des métiers et une meilleure formation des acteurs locaux**, en soutenant le renouvellement des équipes bénévoles, en imaginant de nouveaux métiers comme les éducateurs-médiateurs, en facilitant les recrutements, en accompagnant les pratiques innovantes... Nous proposons sur ce point de lancer **un grand projet national d'Université du sport en banlieue**. Localement, les clubs et associations doivent être encouragés dans leur travail quotidien pour **recréer du lien** : les subventions pourraient être conditionnées à la réalisation d'action à plus-value sociale, notamment en faveur des publics qui en sont les plus éloignés du sport : les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées...

**L'enjeu est immense de rappeler cette fonction sociale du sport, et de la faire reconnaître de tous les partenaires.** En voulant porter haut cette ambition, les maires de Ville et Banlieue et l'APELS refusent que le sport soit ramené à une sous-catégorie de culture urbaine en banlieue. Il doit au contraire être un sas vers l'intégration. Les banlieues peuvent trouver un nouveau souffle, un nouvel élan par les politiques sportives ; et le sport peut lui aussi se réinventer dans ces quartiers.

A ces fins, Ville et Banlieue et l'APELS travailleront de concert pour réfléchir et échanger sur les bonnes pratiques sportives sociales et citoyennes ; et elles entendent mobiliser l'ensemble des institutions, des collectivités, des acteurs locaux et des instances sportives sur ces objectifs.

<http://www.ville-et-banlieue.org>

Contact médias : Echos de Villes Tél 01 42 21 12 18  
Marie-Christine Decoox – Yann Lepetit